

[Text]

I am now hearing fishermen quite regularly, including again today, who do not have any kind of ideological hang-up about a government-run operation, questioning the role of the Canadian Saltfish Corporation, questioning whether it is not now appropriate to run a Nova Scotia-type operation in saltfish to get saltfish out of Newfoundland, or at least to allow the private sector to compete side by side with it. I do not think you can have it both ways.

Nevertheless, I want to ask you what your view about the Canadian Saltfish Corporation is. Does it have a continuing role to play? Is it time to have a crack at the free-enterprise system?

Mr. Fenwick: No, I disagree with the free-enterprise approach to it. I disagree with it not because of ideological problems, but because it has not worked. The Canadian Saltfish Corporation came into existence at the end of the 1960s, at a time when the saltfish industry was really in desperate shape, and it has managed to stabilize that industry quite well. It has been, over the 14 or 15 years of its existence, one of the bright spots in the industry.

One of the suggestions I have heard does make more sense, perhaps, than privatizing it or allowing an open market on it. It is to turn the corporation over to fishermen themselves and let them operate it. They now have the level of expertise available, the wherewithal, the management talents, and so on . . .

Mr. Tobin: But that would not affect the basic prices they pay . . .

Mr. Fenwick: No, I am not suggesting changing the concept. We are just talking about the ownership here. No, the Canadian Saltfish Corporation in general, in my opinion, has been a very positive factor in the industry, and I would hate to see us go back to another approach to it. With the saltfish industry, you are talking about a product that does not have as big a market now as it had 30 or 40 years ago. There is some question whether having a multiplicity of sellers is any kind of a sensible solution at all. At least with one agency selling you know who to go back to over quality and you have agents who could be at least reasonably efficient in the main markets. I am not particularly interested in seeing us going back to the old system.

Mr. Skelly: The track record through Atlantic Canada for people involved in the industry, both on the fishing side of it and on the processing side of it, seems to be a continuous erosion of people in the industry. There has been an argument that there is no comprehensive policy and this is one of the problems.

[Translation]

D'un autre côté, j'ai parlé à beaucoup de pêcheurs (encore aujourd'hui) qui n'ont pas ce genre de préjugé à l'égard de cet organisme gouvernemental, qui ne contestent pas le rôle de l'Office, qui ne se demandent pas s'il ne serait pas préférable à ce stade-ci de sortir de Terre-Neuve pour se tourner du côté de la Nouvelle-Écosse ou, à tout le moins, de permettre au secteur privé de faire concurrence à l'Office. Alors, je ne sais plus trop quoi en penser.

Je voudrais vous demander ce que vous pensez de l'Office canadien du poisson salé? A-t-il encore un rôle à jouer? Serait-ce le temps de se tourner vers la libre entreprise?

M. Fenwick: Non, je ne suis pas d'accord avec la libre entreprise. Non pour des raisons idéologiques, mais parce que cela n'a pas marché. L'Office canadien du poisson salé a été créé vers la fin des années 60, à un moment où l'industrie de salaison du poisson était vraiment en chute libre. L'Office a réussi à stabiliser cette industrie. Depuis les quatorze ou quinze années de son existence, c'est là un des points positifs qu'on peut en tirer.

J'ai entendu, pour ma part, une autre suggestion plus sensée peut-être que celle visant à privatiser cette industrie ou à s'orienter vers la libre entreprise. Ce serait de confier l'administration de l'Office aux pêcheurs. Ils possèdent maintenant l'expertise requise, les ressources nécessaires, des talents de gestionnaires, etc.

M. Tobin: Oui mais est-ce que cela n'influerait pas sur le prix de base qu'ils paient?

M. Fenwick: Non, je ne parle pas de modifier le concept. Je ne parle ici que des droits de propriété. Je suis d'avis que l'Office canadien du poisson salé a, dans l'ensemble, joué un rôle déterminant dans l'industrie et je ne serais vraiment pas d'accord pour qu'on change de système. Le marché du poisson salé n'est pas ce qu'il était il y a trente ou quarante ans. Il est loin d'être sûr qu'en choisissant de multiplier le nombre de vendeurs on ait la bonne solution. Au moins, avec un seul organisme, vous savez à qui vous adressez lorsque vous n'êtes pas satisfait de la qualité et vous avez des agents qui peuvent au moins être assez efficaces pour ce qui est des principaux marchés. Je ne tiens pas particulièrement à ce qu'on revienne à l'ancien système.

M. Skelly: D'après les statistiques établies sur les gens de la région de l'Atlantique qui vivent aussi bien de la pêche que de la transformation du poisson, on semble assister à une diminution progressive des travailleurs dans ce domaine. On a soutenu qu'on n'avait pas de politique d'ensemble et c'est là un des problèmes.

• 2100

Yet on the west coast we had an evaluation by Pearse of the fishing industry. He had also done a major royal commission inquiry into the forest industry. The upshot of Pearse's contribution to the forest industry was that the province basically should be divided among a number of forest companies and they would handle the entire management problem. He extrapolated that to the fishing industry and said: There

Sur la côte ouest, M. Pearse, qui avait présidé une commission royale d'enquête sur l'industrie forestière, a évalué la situation de l'industrie des pêches. Sa conclusion, dans le cas de l'industrie forestière, était qu'il fallait diviser la province en un certain nombre de grandes compagnies forestières et on réglerait ainsi le problème de la gestion. M. Pearse a appliqué cette conclusion à la pêche en disant: il y a trop de pêcheurs